

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1727

Artikel: La Suisse ne peut compter que sur le droit
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024289>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 03.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse ne peut compter que sur le droit

Jean-Daniel Delley (30 mars 2007)

En ouverture de la campagne pour les élections fédérales, la Basler Zeitung a invité dix personnalités à présenter leurs souhaits pour la Suisse. Carla Del Ponte, procureur général de la Cour pénale internationale pour l'ancienne Yougoslavie, a clos ce cycle (édition du 26 mars 2007) en évoquant la position précaire de notre pays dans le contexte mondial actuel. Une leçon de choses à l'intention des fidèles du réduit qui croient trouver le salut dans l'isolement du pays et dans la défense farouche de notre souveraineté.

Or, nous rappelle Carla Del Ponte, la chute de l'empire soviétique n'a pas engendré un ordre mondial plus juste et plus démocratique. Plus que jamais règnent la politique de puissance et l'arbitraire. Une situation qui se révèle périlleuse pour la Suisse, puissance économique certes, mais nain politique bien isolé pour résister aux assauts de ceux qui convoitent ses richesses. Les pressions exercées par Bruxelles à propos de la faible taxation par les cantons des entreprises holdings en sont un exemple. Tout comme les concessions faites par la Suisse aux Etats-Unis en matière d'entraide judiciaire, concessions qui violent clairement notre législation.

D'un point de vue stratégique, l'adhésion à l'Union européenne constituerait la meilleure défense, à la fois face aux autres puissances mondiales et à l'Union elle-même, où la Suisse ne manquerait pas de trouver des alliés.

A défaut, Carla Del Ponte plaide pour que notre pays s'engage pour la promotion d'une juridiction internationale efficace, seule à même de contrer une politique fondée sur la force. C'est parce que cette justice fait défaut que les Etats-Unis ont pu interpréter unilatéralement les conventions de Genève et légitimer des méthodes d'interrogatoire plus que douteuses. C'est pour cette raison aussi que l'Europe décide que les pratiques fiscales de la Suisse violent l'Accord de libre-échange de 1972. A l'image des prisonniers de Guantanamo, notre pays souffre de l'absence d'une instance judiciaire indépendante, compétente pour résoudre les conflits entre les Etats.

Voilà pourquoi les décisions de la Cour internationale de La Haye devraient devenir obligatoires pour tous les Etats. Quant aux détenteurs d'un pouvoir, ils doivent tous craindre qu'une Cour pénale internationale renforcée les poursuive en cas de crimes contre l'humanité ou de violation des droits humains, sans considération aucune pour des intérêts géostratégiques. Et la Suisse peut encore renforcer sa crédibilité internationale en refusant plus fermement encore l'argent des dictateurs avant même qu'ils soient renversés.

Diese Seite stand nicht für die Digitalisierung zur Verfügung.

Cette page n'était pas disponible pour la numérisation.

This page was not available for digitisation.